

Commune d'AMY



35 Grande Rue
60 310 AMY

PLAN LOCAL D'URBANISME

07U08

- rendu exécutoire -
à compter du



ANNEXES

CAHIER DES INFORMATIONS JUGEES UTILES

Date d'origine :
Avril 2012

6b

ARRET du Projet - Dossier annexé à la
délibération municipale du **10 juin 2010**

APPROBATION - Dossier annexé à la
délibération municipale du **22 mars 2012**

Urbanistes :

Mandataire :

ARVAL

Agence d'Urbanisme ARVAL Sarl MATHIEU - THIMONIER - CARRAUD
3bis, Place de la République - 60800 CREPY en VALOIS
Téléphone: 03-44-94-72-16 Fax: 03-44-39-04-61
Courriel : Nicolas.Thimonier@Arval-Archi.fr

Equipe d'étude :

N. Thimonier (Géog-Urb), A.-C. Doisy (Urb-Eco)

Participation financière : **Conseil Général de l'Oise**



nombre de communes concernées : 1

	Dernier arrêté	dernier JO
	16 avr 2008	29 avr 2008

10 : liste de catastrophe

20011	AMV	2003-07-29	2003-08-02	inondations et coulées de boue	2001-07-07	2001-07-07	
20011	AMV	2001-08-29	2001-09-26	inondations par remontées de nappe phréatique	2001-03-24	2001-03-25	
20011	AMV	1999-12-29	1999-12-30	inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	1999-12-25	1999-12-29	

PREFECTURE DE L'OISE

Direction des relations avec les collectivités locales
Bureau de l'Urbanisme et des affaires foncières

Beauvais, le

14 NOV. 2009

Le Préfet de l'Oise

à

Monsieur le Maire de Amy

Objet : Zonage archéologique

PJ : 1 arrêté
1 plan

Je vous prie de bien vouloir trouver ci-joint l'arrêté du 20 octobre 2009 pris par Monsieur le Préfet de la région Picardie, Préfet de la Somme, délimitant le zonage archéologique de la commune de Amy, conformément aux dispositions du décret n° 2004-490 du 3 juin 2004 relatif à l'archéologie préventive.

Cet arrêté, publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Oise, doit faire l'objet d'un affichage en mairie pendant un mois à compter du jour où il a été reçu. Il est tenu à la disposition du public en préfecture et en mairie.

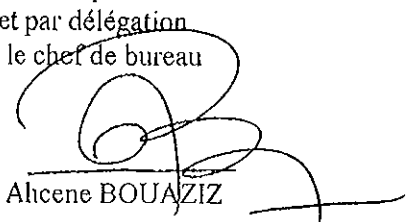
Le présent arrêté détermine, en fonction des informations scientifiques conduisant à envisager la présence d'éléments du patrimoine archéologique, les zones ou seuils sur lesquels les demandes de permis de construire, permis de démolir, autorisations d'installations et travaux divers devront être transmis au Préfet de région (Direction régionale des affaires culturelles de Picardie, service régional de l'archéologie, cellule urbanisme, 5 Rue Henri Daussy 80044 Amiens cedex 1).

Il convient de rappeler que les opérations d'aménagement de types ZAC, opérations de lotissement, travaux soumis à étude d'impact et travaux pour les immeubles classés au titre des Monuments Historiques, font l'objet d'une saisine systématique du Préfet de région, selon les dispositions de l'article 4 du décret précité.

Si les aménagements sont susceptibles d'affecter des éléments du patrimoine archéologique, le Préfet de région pourra prescrire des mesures de détection, et le cas échéant de conservation ou de sauvegarde par l'étude scientifique conformément au livre V du Code du Patrimoine.

Pour toute information supplémentaire que vous jugeriez utile, je vous invite à prendre contact avec le Service régional de l'archéologie, 5 rue Henri Daussy 80044 AMIENS Cedex (tél. : 03.22.97.33.45).

Pour le préfet
et par délégation
le chef de bureau



Alicene BOUAZIZ



PREFECTURE DE LA REGION PICARDIE

Le Préfet de la Région Picardie
Préfet de la Somme
chevalier de la légion d'honneur
Officier dans l'Ordre National du Mérite

VU le code du patrimoine, notamment ses articles L.522-4 et L.522-5 prévoyant la possibilité de définir, dans le cadre de l'établissement de la carte archéologique nationale, des zones de présomption de prescriptions archéologiques, préalablement à la réalisation de projets d'aménagement affectant le sous-sol,

VU le code de l'urbanisme, notamment ses articles L.121-2 relatif au porter à la connaissance des informations dont dispose l'Etat notamment en matière d'inventaire du patrimoine culturel, et R. 442-3-1 relatif à la déclaration préalable de travaux,

VU le décret n° 2004-490 du 3 juin 2004, notamment ses articles 4 et 5 relatifs aux zones archéologiques prévues aux articles L.522-4 et L.522-5 susvisés du code du patrimoine, et ses articles 69 et 70 précisant notamment les conditions de communication des éléments généraux de connaissance et de localisation du patrimoine archéologique aux autorités administratives chargées de l'élaboration des documents d'urbanisme ou de l'instruction des demandes d'autorisation de travaux susceptibles d'affecter le patrimoine archéologique,

VU l'avis de la Commission interrégionale de la recherche archéologique en date des 14, 15 et 16 septembre 2009 sur le zonage archéologique objet du présent arrêté,

CONSIDERANT que l'évolution de la législation et de la réglementation en matière d'archéologie préventive nécessite de mettre à jour les précédentes dispositions régionales relatives à la transmission des dossiers de demandes d'aménagement, notamment les arrêtés fixant les seuils et surfaces de saisine du préfet de région,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} : Les zones définies dans le cadre de l'établissement de la carte archéologique nationale sur la commune de Amy (Oise) sont indiquées sur la liste en annexe du présent arrêté et délimitées sur le plan en annexe du présent arrêté.

ARTICLE 2 : Les projets d'aménagement entrant dans le champ de l'article 4 (1° et 2°) du décret n° 2004-490 doivent faire l'objet d'une saisine du préfet de région (Direction régionale des affaires culturelles – service régional de l'archéologie – 5, rue Henri Daussy 80044 Amiens cedex 1) au-dessus des seuils d'emprise au sol des travaux indiqués en légende du plan annexé au présent arrêté.

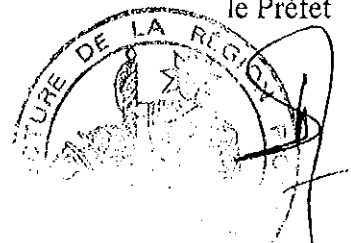
ARTICLE 3 : En application de l'article 70 du décret n° 2004-490, le zonage archéologique de la commune de Amy (plan et liste, annexés au présent arrêté) sera transmis au maire par le préfet de département, dans le cadre de la procédure du porter à la connaissance, afin d'être joint au Plan Local d'Urbanisme de la commune.

ARTICLE 4 : En application de l'article 5 du décret n° 2004-490 susvisé, le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du département de l'Oise. Une copie de l'arrêté sera adressée par le Préfet de département au maire de la commune de Amy.

Fait à Amiens, le

20 OCT. 2009

le Préfet



Michel DELPUECH

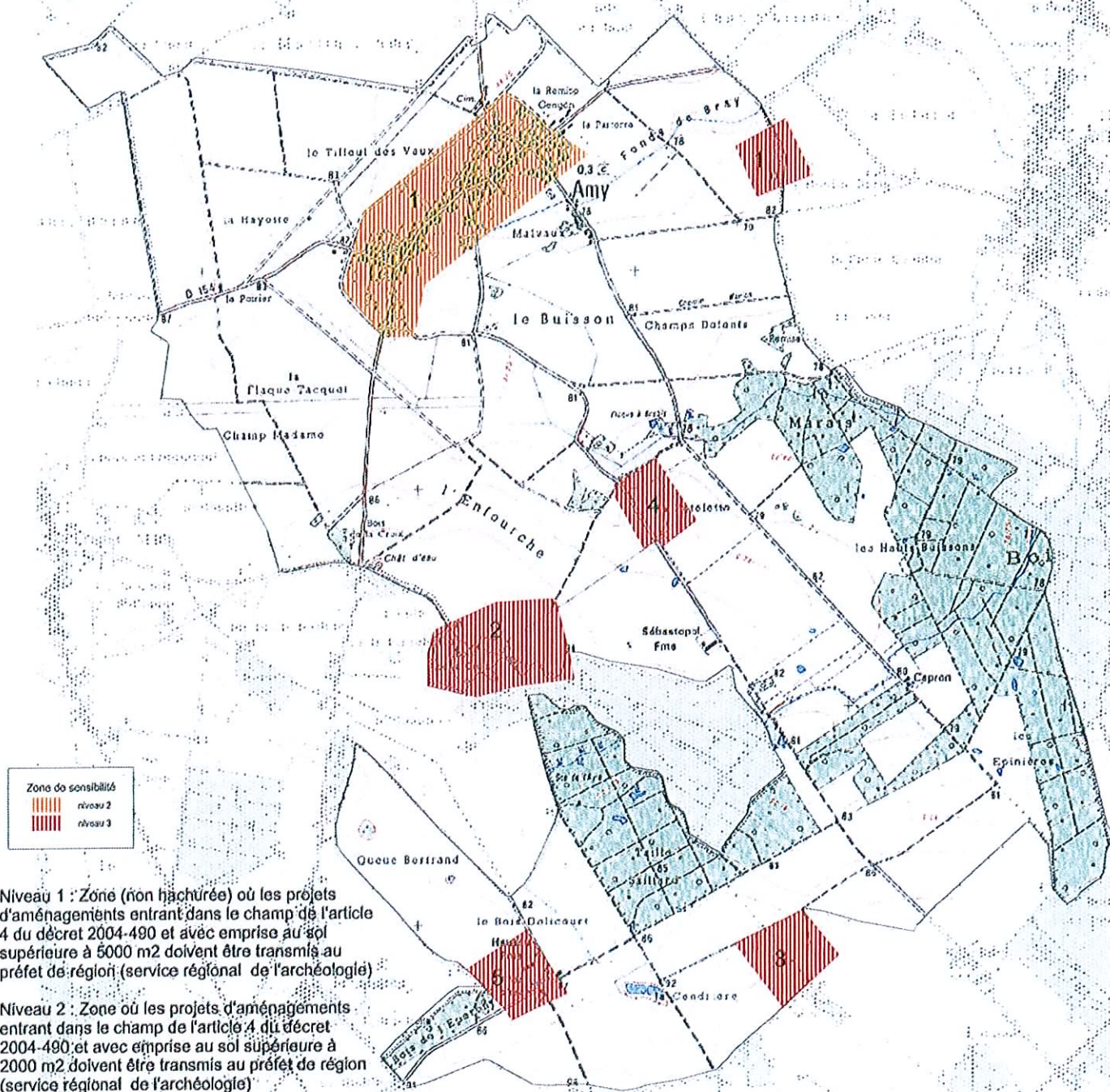
Annexe : liste des zones archéologiques

Eléments généraux de connaissance et de localisation du patrimoine archéologique

Carte accompagnant un arrêté portant sur le zonage archéologique de la commune

Zones de présomption de prescriptions archéologiques (articles L522-5 du code du patrimoine)

Eléments généraux de connaissance et de localisation du patrimoine archéologique (art.69 et 70 du décret 2004-490)



Niveau 1 : Zone (non hachurée) où les projets d'aménagements entrant dans le champ de l'article 4 du décret 2004-490 et avec emprise au sol supérieure à 5000 m2 doivent être transmis au préfet de région (service régional de l'archéologie)

Niveau 2 : Zone où les projets d'aménagements entrant dans le champ de l'article 4 du décret 2004-490 et avec emprise au sol supérieure à 2000 m2 doivent être transmis au préfet de région (service régional de l'archéologie)

Niveau 3 : Zone où les projets d'aménagements entrant dans le champ de l'article 4 du décret 2004-490 et entraînant un impact au sol doivent être transmis au préfet de région (service régional de l'archéologie)

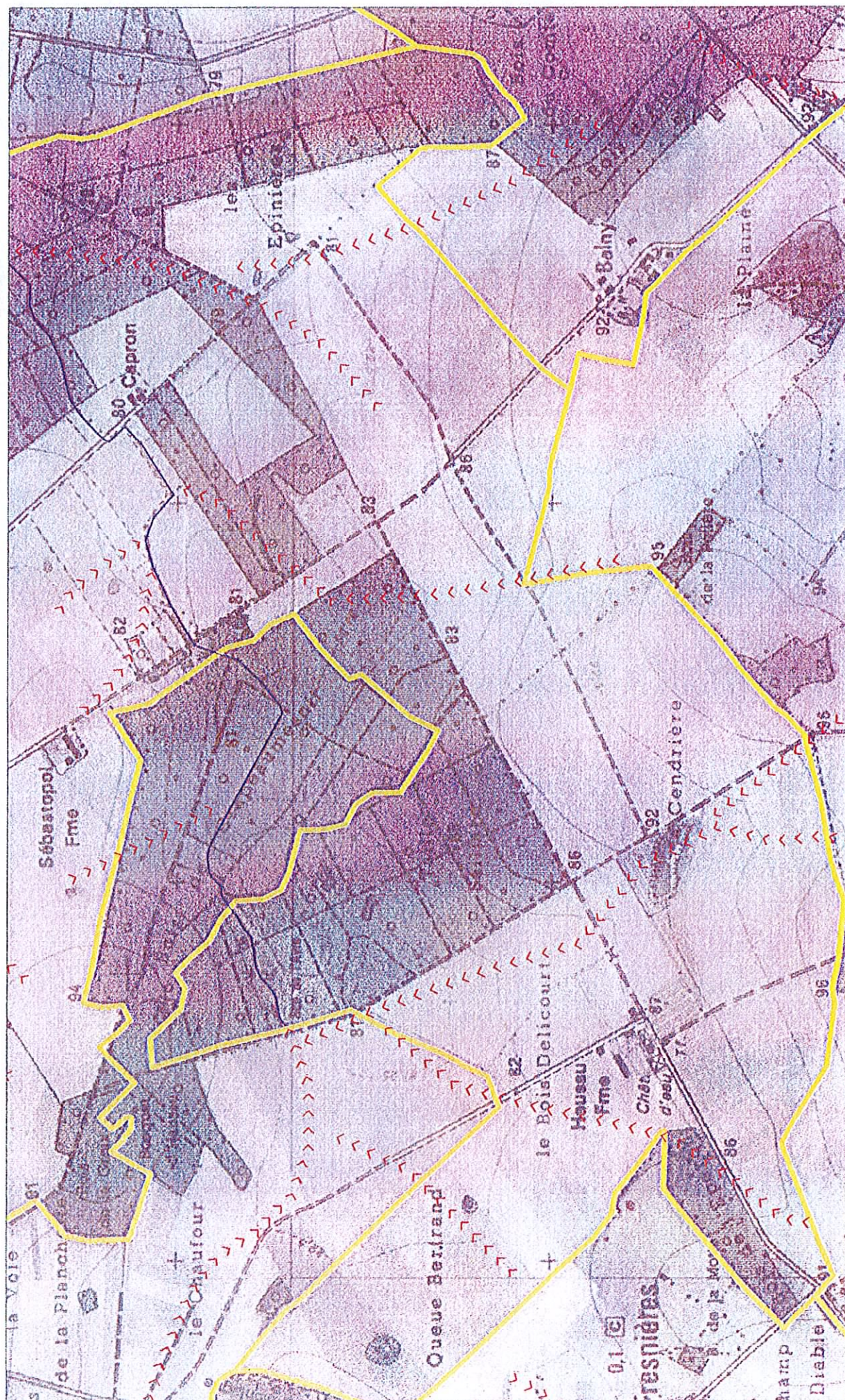
0 0.9 Kilomètres

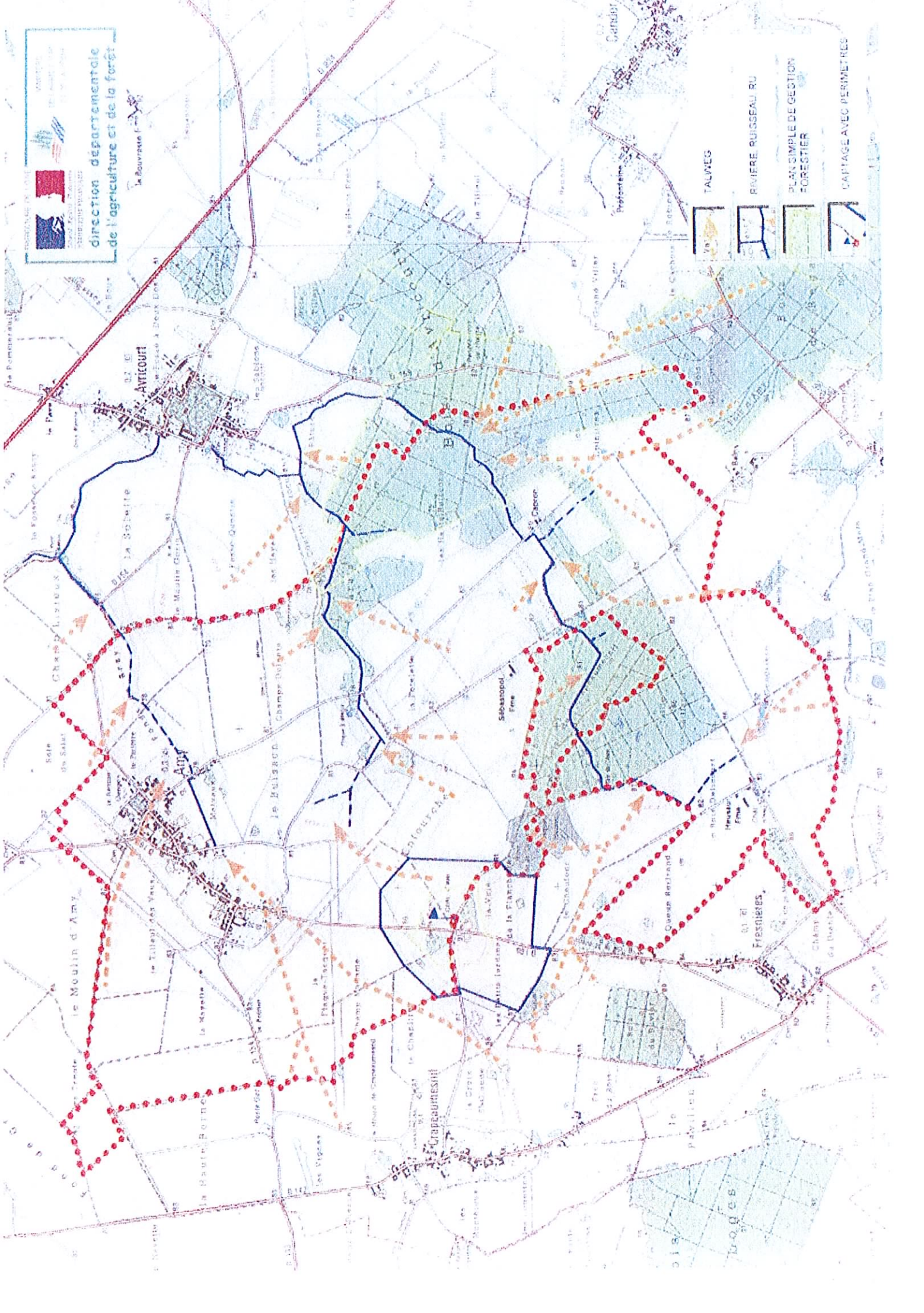
Liste des zones de sensibilité archéologique
Commune de Amy (60)

- 1 occupation mésolithique
- 2 occupation néolithique
- 3 occupation d'époque romaine
- 4 occupation médiévale
- 5 occupation médiévale (agglomération)

**Carte des talwegs établie par la Direction
Départementale des Territoires**







**Zone d'Intérêt Ecologique, Faunistique et
Floristique (ZNIEFF)**

INVENTAIRE DES ZONES NATURELLES D'INTERET ECOLOGIQUE, FAUNISTIQUE ET FLORISTIQUE (ZNIEFF)

Textes applicables

- Circulaire n°91-71 du 14 mai 1991 du Ministère de l'Environnement
- Loi n°93-24 du 8 janvier 1993 (article 23) sur la protection et la mise en valeur des paysages
- Loi relative à la démocratie de proximité du 22 février 2002 (art. L. 109-III).

Objectifs

Il s'agit d'une base de connaissance permanente des espaces naturels dont l'intérêt repose soit sur l'équilibre et la richesse des écosystèmes, soit sur la présence d'espèces floristiques ou faunistiques rares et menacées.

Cet inventaire est accessible à tous et consultable avant tout projet afin d'améliorer la prise en compte de l'espace naturel et d'éviter autant que possible que certains enjeux environnementaux ne soient révélés trop tardivement. Il permet ainsi une meilleure prévision des incidences des aménagements et des nécessités de protection de certains espaces fragiles.

Procédure et suivi

Au même titre que les richesses culturelles, la nature fait partie du patrimoine national. Aussi, dès les années 1980, l'Etat a souhaité disposer d'un outil de connaissance sur l'ensemble du territoire. A partir d'une méthodologie nationale élaborée par le Muséum national d'histoire naturelle et déclinée au niveau régional, un vaste travail de prospection de terrain a été lancé région par région.

L'inventaire définit deux types de zones :

ZNIEFF de type I : secteurs de superficie généralement limitée, définis par la présence d'espèces ou de milieux rares ou remarquables caractéristiques du patrimoine naturel national ou régional;

ZNIEFF de type II : grands ensembles naturels riches ou peu modifiés par l'homme ou offrant des potentialités biologiques importantes. Elles peuvent inclure une ou plusieurs zones de type I.

Sa validation scientifique est assurée par le Conseil Scientifique Régional du Patrimoine Naturel, instance composée de divers spécialistes (faune et flore notamment) nommée par le préfet de région après avis du Muséum national d'histoire naturelle.

Cet inventaire est permanent. Sa modernisation a été engagée depuis 1995.

Effets de l'inscription

* Cet inventaire n'a pas de portée réglementaire directe sur le territoire ainsi délimité, ni sur les activités humaines (agriculture, chasse, pêche,...) qui peuvent continuer à s'y exercer sous réserve du respect de la législation sur les espèces protégées.

* La circulaire du 10 octobre 1989 concernant la préservation de certains espaces et milieux littoraux recommande la prise en compte des ZNIEFF de type I pour la définition des milieux qui doivent être protégés.

* La loi du 8 janvier 1993 impose aux préfets de communiquer les éléments d'information utile relatifs aux ZNIEFF à toute commune prescrivant l'élaboration ou la révision de son Plan Local d'Urbanisme. Dans le cadre de l'élaboration de documents d'urbanisme (PLU, SCOT), cet inventaire fournit une base essentielle pour localiser les espaces naturels (zone N,...).

* Une jurisprudence maintenant étoffée rappelle que l'existence d'une ZNIEFF n'est pas en elle-même de nature à interdire tout aménagement. Mais sa présence est un élément révélateur d'un intérêt biologique certain et, par conséquent, peut constituer un indice pour le juge lorsqu'il doit apprécier la légalité d'un acte administratif au regard des dispositions législatives et réglementaires protectrices des espaces naturels (insuffisance éventuelle de l'étude d'impact si elle ne prend pas correctement en compte l'existence de la ZNIEFF, voire risque d'erreur manifeste d'appréciation si l'autorité administrative ne prend pas en compte la ZNIEFF).

Prise en compte dans un dossier d'aménagement

Une ZNIEFF n'est pas en soi une mesure de protection, mais un élément d'expertise qui signale, le cas échéant, la présence d'habitats naturels et d'espèces remarquables ou protégées par la loi. Ainsi, les élus locaux seront mieux

INVENTAIRE DES ZONES NATURELLES D'INTERET ÉCOLOGIQUE, FAUNISTIQUE ET FLORISTIQUE (ZNIEFF)

informés, et à même de préserver et mettre en valeur des espaces naturels de leurs communes dans les documents d'urbanisme.

Cette information est systématiquement communiquée par les services de l'Etat aux communes ou aux établissements publics de coopération intercommunale lors d'un plan, programme ou projet.

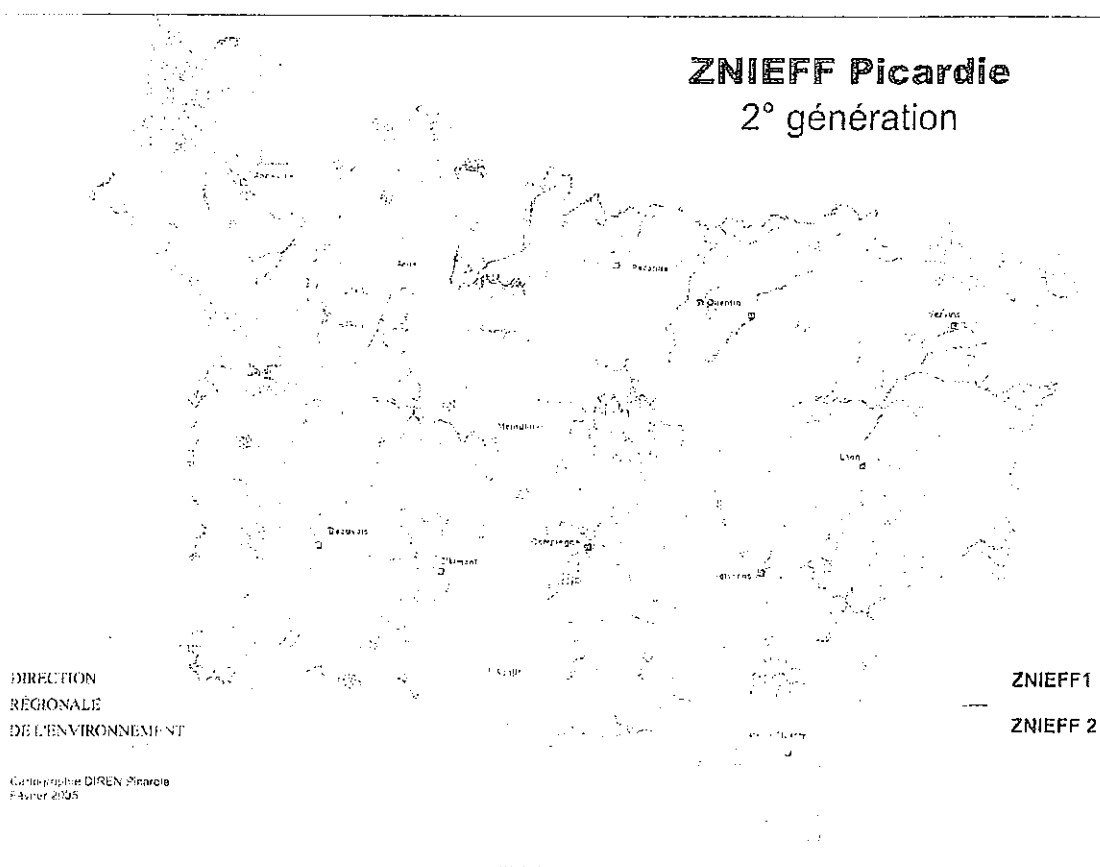
En outre, la présence d'une ZNIEFF dans une commune constitue une preuve de la qualité environnementale du territoire communal ainsi qu'un atout pour le développement local et un tourisme rural respectueux du milieu naturel.

De plus, cette prise en compte de l'environnement est nécessaire pour tout projet éligible à des aides européennes, même si le projet n'est pas concerné par une procédure réglementaire d'autorisation.

Tout projet d'aménagement inclus dans une ZNIEFF se doit de réactualiser les données à une échelle adaptée au projet (parcellaire, 1/5 000ème, 1/25 000ème).

Espaces concernés en Picardie

La Picardie compte 483 ZNIEFF qui représentent environ 20% du territoire. Chaque ZNIEFF fait l'objet d'une fiche descriptive comprenant la présentation de l'intérêt écologique globale de la zone et de ses espèces remarquables ainsi qu'une délimitation de la zone au 1/25 000 ème. Ces fiches sont consultables à la DIREN Picardie ainsi que dans les autres services administratifs départementaux (DDAF, DDE, ...) et les collectivités territoriales (Conseil Régional, Conseils généraux,...). Chaque commune comportant une ZNIEFF a été destinataire des fiches la concernant.



Présentation de la znieff MASSIF FORESTIER D'AVRICOURT/REGAL ET MONTAGNE DE LAGNY

[CLIQUEZ ICI POUR VISUALISER LA CARTOGRAPHIE DU SITE](#)

Type de znieff : 1

Numéro régional : 60NOY103

Numéro national SFF : 220013826

Année de mise à jour : 1998

Surface de la znieff : 1293.00 hectares

Altitudes mini - maxi : 65 - 164

Rédacteur de la fiche : Conservatoire des Sites Naturels de Picardie (FRANÇOIS R.)

Commune(s) concernée(s)	Département
AMY	60
AVRICOURT	60
CANDOR	60
CRAPEAUMESNIL	60
DIVES	60
LAGNY	60
LASSIGNY	60

* TYPOLOGIE DES MILIEUX

Milieux déterminants :	
Libellé	Pourcentage
Formations amphibies des rives exondées, des lacs, étangs et mares	1
Prairies humides	5
Hêtraies thermo-calcoïques	10
Chênaies acidiphiles (et chênaie-hêtraie acidiphile)	20

Autres milieux :	
Libellé	Pourcentage
Prairies mésophiles	
Prairies fortement amendées ou ensemencées	
Cultures	
Peupleraies plantées	

Milieux périphériques :	
Libellé	Pourcentage
Prairies fortement amendées ou ensemencées	
Cultures	
Villages	

Géomorphologie :

Activités humaines :

Sylviculture
Elevage
Chasse

Statuts de propriétés :

Indéterminé

Mesures de protection :

Indéterminé

Autres inventaires : - Directive Habitats : non - Directive Oiseaux : non

Libellé	Caractère
Route	R
Rejets de substances polluantes dans les eaux	R
Comblement, assèchement, drainage, poldérisation des zones humides	R
Entretien des rivières, canaux, fossés, plans d'eau	R
Mises en culture, travaux du sol	R
Débroussaillage, suppression des haies et des bosquets, remembrement et travaux connexes	R
Traitements de fertilisation et pesticides	R
Pâturage	R
Pratiques et travaux forestiers	R
Erosions	R
Atterrissements, envasement, assèchement	R
Evolution écologique	R
Envahissement d'une espèce ou d'un groupe	R

Légende "Caractère" : R : réel ; P : probable

Patrimoniaux :

Amphibiens
Oiseaux
Phanérogames

Fonctionnels :

Fonction d'habitat pour les populations animales ou végétales

Complémentaires :

[illegible]

Légende pour prospection : 0 : insuffisant ; 1 : assez bonne ; 2 : bonne ; 3 : très bonne

* CRITERES DE DELIMITATION DE LA ZONE

Commentaires :

La délimitation du site englobe les milieux boisés et prairiaux les plus remarquables pour les habitats, la flore et la faune et les paysages. Autant que possible, les cultures et les zones urbanisées sont évitées.

* COMMENTAIRE GENERAL

DESCRIPTION

Le massif forestier d'Avricourt-Regal et la Montagne de Lagny sont situés en bordure septentrionale du Noyonnais.

Ils ont été relativement épargnés par les anciens défrichements de ces terres froides et sableuses, pendant longtemps peu favorables aux emblavements.

L'originalité de ce massif est essentiellement liée à ses caractéristiques géopédologiques : il est développé sur une butte tertiaire résiduelle comprenant :

- les calcaires lutétiens au sommet de la Montagne de Lagny ;
- les sables de Cuise (Cuisien), sur la plus grande surface des versants ;
- les argiles sparnaciennes dans les fonds de vallons.

Il présente ainsi une importante diversité de sylvo-faciès acidoclines à acidophiles.

Les boisements dominants sont des chênaies-charmaies (Lonicero-Carpinienion), accompagnées de châtaigneraies dans les quelques secteurs plus acides.

Des clairières et des sous-bois clairs, sur les buttes de sables, sont parfois envahis par les Fougères aigles (*Pteridium aquilinum*) et les bouleaux et accueillent quelques *Callunaies* relictuelles.

Dans les peuplements plus denses, développés sur des sols un peu plus riches, se trouvent notamment des tapis d'Aspérules odorantes (*Galium odoratum*) et de Jacinthes (*Hyacinthoides non-scripta*). Les éclaircies y génèrent souvent des envahissements de ronces.

Sur la Montagne de Lagny s'étirent des hêtraies calcicoles (Cephalanthero-Fagion) et quelques peuplements de Tilleuls à grandes feuilles (*Tilia platyphyllos*).

Les traitements sylvicoles sont essentiellement orientés vers les futaies, notamment issues de reconversions des taillis sous futaie. Des plantations de peupliers ont été effectuées par place.

Les fonds humides, développés à proximité des sources (nappe cuisienne reposant sur le plancher sparnacien), abritent quelques aulnaies-frênaies à grandes herbes (Alno-Padion), avec de petites cariçaies (*Caricion acutiformis-ripariae*). Ces fonds ont souvent été drainés.

En lisière des massifs subsistent de rares pâtures, parfois plantées de pommiers, notamment vers Candor, Lagny et La Potière.

De rares mares y subsistent par place.

INTERET DES MILIEUX

Les clairières, les lisières, les prairies peu intensives et les bords de chemins permettent la présence d'espèces végétales assez rares en Picardie, typiques des sols sableux.

Les forêts calcicoles de la Montagne de Lagny abritent également plusieurs espèces végétales, peu fréquentes à rares.

Les bois et les pâtures sont favorables à la présence de plusieurs espèces de rapaces.

Quelques mares et ornières de chemins permettent la reproduction des batraciens, dont plusieurs espèces sont remarquables.

INTERET DES ESPECES

Flore :

Les prairies sableuses relativement extensives favorisent la présence de la Saxifrage granulée (*Saxifraga granulata*), assez rare et en régression en Picardie.

Les fonds humides accueillent des populations de Populage des marais (*Caltha palustris*), notamment au bord des mares. D'autres espèces remarquables restent à trouver.

Faune :

Ces bois, prairies et éléments relictuels de bocage sont favorables à la présence de la Bondrée apivore (*Pernis apivorus*), rapace inscrit en annexe I de la directive "Oiseaux" de l'Union Européenne.

Les ornières et les mares permettent notamment la reproduction d'importantes populations avec, entre autres :

- la Grenouille agile (*Rana dalmatina*), située ici non loin de sa limite nord d'aire de répartition ;
- le Triton alpestre (*Triturus alpestris*), menacé en Picardie et dans le nord de la France.

FACTEURS INFLUENCANT L'EVOLUTION DE LA ZONE

Certaines lisières ont perdu une bonne part de leurs intérêts paysager, biologique et cynégétique, à la suite du retournement des pâtures, de la disparition de vergers et de mares, et de la réduction du linéaire de haies, du fait des évolutions de l'agriculture.

Les plantations de peupliers peuvent concourir également à banaliser les cortèges floristiques et faunistiques des fonds humides.

Enfin, la sylviculture sur les milieux sableux et calcaires, privilégiant les espèces locales et la diversité structurale, est favorable au maintien d'une certaine diversité tant végétale qu'animale.

* SOURCES / INFORMATEURS

- BOULLET V., comm. pers.
- Fiche ZNIEFF 0321.0000 (1989) : GE.MI.NA.PI. (BOULLET V., GAVORY L., ROUGE A.) - actualisée en 1994 : C.S.N.P. (FRANÇOIS R.)
- FRANÇOIS R. (Conservatoire des Sites Naturels de Picardie)
- MAIRE P. (Conservatoire des Sites Naturels de Picardie)
- NAUCHE G. (Conservatoire des Sites Naturels de Picardie)

* SOURCE / BIBLIOGRAPHIE

* LISTE DES ESPECES

Catégorie	Dét	Espèce	Statut	Source	Période Obs	Deg ab	Ab inf	Ab sup	App	Dis
Oiseaux	D	<i>Pernis apivorus</i>	R	FRANÇOIS R. (Conservatoire des Sites Naturels de Picardie)	(- 1994)	A				
Oiseaux	A	<i>Accipiter nisus</i>		FRANÇOIS R. (Conservatoire des Sites Naturels de Picardie)	(-)					
Oiseaux	A	<i>Buteo buteo</i>		FRANÇOIS R. (Conservatoire des Sites Naturels de Picardie)	(-)					

Oiseaux	A	Coccothraustes coccothraustes		FRANÇOIS R. (Conservatoire des Sites Naturels de Picardie)	(-)						
Oiseaux	A	Falco tinnunculus		FRANÇOIS R. (Conservatoire des Sites Naturels de Picardie)	(-)						
Oiseaux	A	Hippolais icterina		FRANÇOIS R. (Conservatoire des Sites Naturels de Picardie)	(-)						
Oiseaux	A	Muscicapa striata		FRANÇOIS R. (Conservatoire des Sites Naturels de Picardie)	(-)						
Oiseaux	A	Oriolus oriolus		FRANÇOIS R. (Conservatoire des Sites Naturels de Picardie)	(-)						
Oiseaux	A	Parus cristatus		FRANÇOIS R. (Conservatoire des Sites Naturels de Picardie)	(-)						
Oiseaux	A	Phylloscopus sibilatrix		FRANÇOIS R. (Conservatoire des Sites Naturels de Picardie)	(-)						
Oiseaux	A	Strix aluco		FRANÇOIS R. (Conservatoire des Sites Naturels de Picardie)	(-)						
Oiseaux	A	Turdus viscivorus		FRANÇOIS R. (Conservatoire des Sites Naturels de Picardie)	(-)						
Amphib.	D	Rana dalmatina		FRANÇOIS R. (Conservatoire des Sites Naturels de Picardie)	(- 1994)	B					
Amphib.	D	Triturus alpestris		MAIRE P. (Conservatoire des Sites Naturels de Picardie)	(- 1997)	A					
Amphib.	A	Bufo bufo		NAUCHE G. (Conservatoire des Sites Naturels de Picardie)	(-)						
Amphib.	A	Rana kl. esculenta		NAUCHE G. (Conservatoire des Sites Naturels de Picardie)	(-)						
Amphib.	A	Rana temporaria		FRANÇOIS R. (Conservatoire des Sites Naturels de Picardie)	(-)						
Amphib.	A	Salamandra salamandra		MAIRE P. (Conservatoire des Sites Naturels de Picardie)	(- 1997)						
Amphib.	A	Triturus helveticus		MAIRE P. (Conservatoire des Sites Naturels de Picardie)	(-)						
Phanéro.	D	Allium ursinum		MAIRE P. (Conservatoire des Sites Naturels de Picardie)	(- 1997)	A					
Phanéro.	D	Caltha palustris		NAUCHE G. (Conservatoire des Sites Naturels de Picardie)	(- 1997)	B					
Phanéro.	D	Saxifraga granulata		BOULLET V., comm. pers.	(- 1989)	A					
Phanéro.	A	Alopecurus geniculatus		NAUCHE G. (Conservatoire des Sites Naturels de Picardie)	(-)						
Phanéro.	A	Calluna vulgaris		FRANÇOIS R. (Conservatoire des Sites Naturels de Picardie)	(-)						
Phanéro.	A	Carex pendula		FRANÇOIS R. (Conservatoire des Sites Naturels de Picardie)	(-)						
Phanéro.	A	Carex remota		NAUCHE G. (Conservatoire des Sites Naturels de Picardie)	(-)						
Phanéro.	A	Convallaria majalis		NAUCHE G. (Conservatoire des Sites Naturels de Picardie)	(-)						
Phanéro.	A	Cytisus scoparius		NAUCHE G. (Conservatoire des Sites Naturels de Picardie)	(-)						
Phanéro.	A	Dactylorhiza fuchsii		NAUCHE G. (Conservatoire des Sites Naturels de Picardie)	(-)						
Phanéro.	A	Glyceria fluitans		NAUCHE G. (Conservatoire des Sites Naturels de Picardie)	(- 1997)						
Phanéro.	A	Gnaphalium uliginosum		FRANÇOIS R. (Conservatoire des Sites Naturels de Picardie)	(-)						
Phanéro.	A	Ilex aquifolium		NAUCHE G. (Conservatoire des Sites Naturels de Picardie)	(-)						
Phanéro.	A	Iris pseudacorus		NAUCHE G. (Conservatoire des Sites Naturels de Picardie)	(-)						
Phanéro.	A	Lysimachia nummularia		NAUCHE G. (Conservatoire des Sites Naturels de Picardie)	(-)						
Phanéro.	A	Molinia caerulea		NAUCHE G. (Conservatoire des Sites Naturels de Picardie)	(-)						
Phanéro.	A	Paris quadrifolia		NAUCHE G. (Conservatoire des Sites Naturels de Picardie)	(-)						
Phanéro.	A	Ranunculus flammula		FRANÇOIS R. (Conservatoire des Sites Naturels de Picardie)	(-)						
Phanéro.	A	Rhamnus frangula		NAUCHE G. (Conservatoire des Sites Naturels de Picardie)	(-)						

Phanéro.	A	Sanicula europaea		NAUCHE G. (Conservatoire des Sites Naturels de Picardie)	(-)					
Phanéro.	A	Teucrium scorodonia		NAUCHE G. (Conservatoire des Sites Naturels de Picardie)	(-)					
Phanéro.	A	Vinca minor		NAUCHE G. (Conservatoire des Sites Naturels de Picardie)	(-)					

Légende du tableau :

Dét. : Déterminance de l'espèce pour l'élaboration de la fiche (D : espèce déterminante ; A : autre espèce)

Deg Ab : degré d'abondance de l'espèce (A = peu abondant ; B = abondant ; C = très abondant)

Ab inf : seuil inférieur d'abondance ;

Ab sup : seuil supérieur d'abondance ;

App : date d'apparition de l'espèce ;

Dis : date de disparition de l'espèce.

Contributions / financements



FICHE DE RECHERCHE

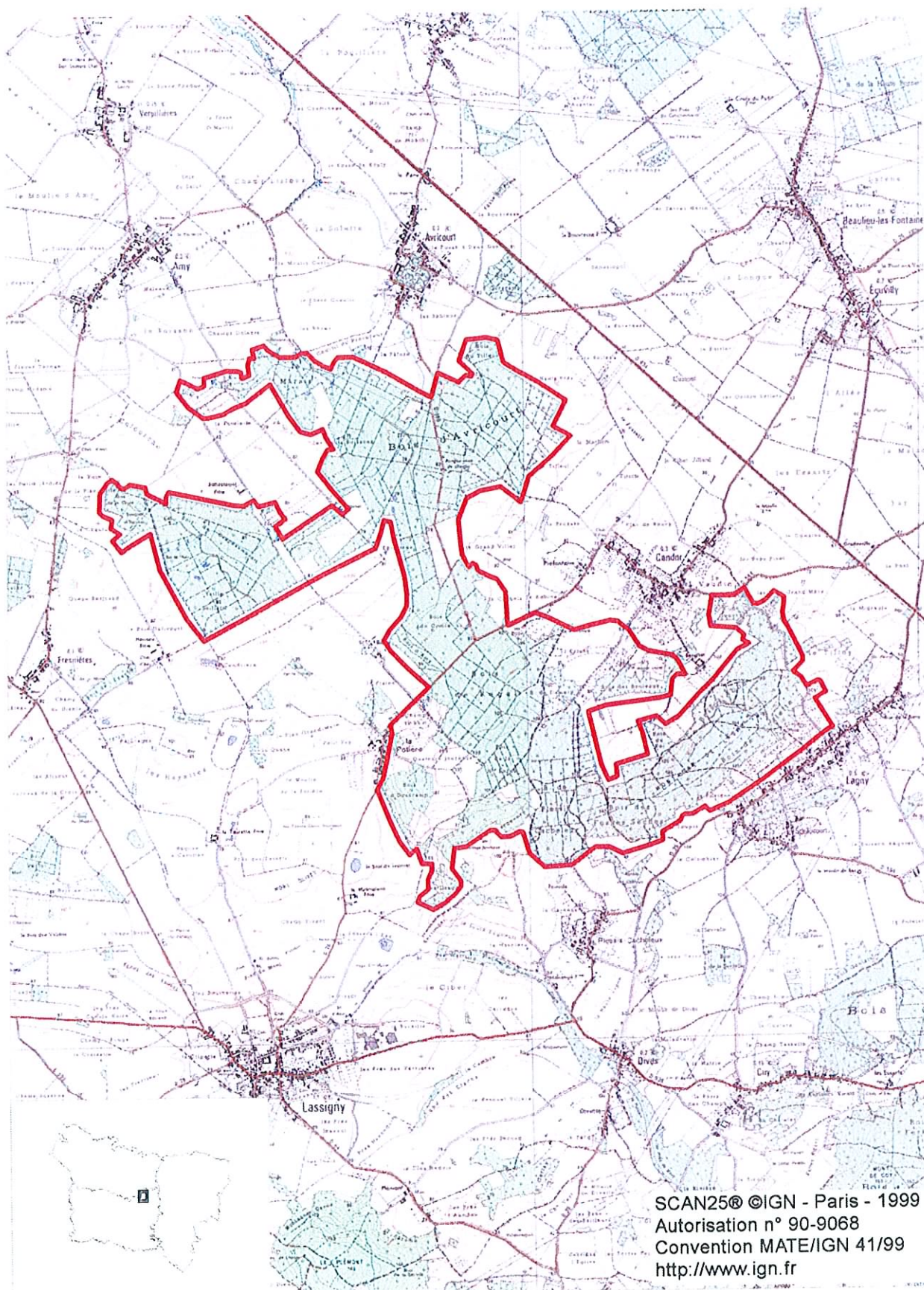
Par ailleurs, je vous rappelle qu'en application du décret n° 2005-608 du 27 Mai 2005 et dans l'hypothèse où les orientations communales auraient des effets directs ou indirects sur la zone précitée, l'ensemble du PLU devrait faire l'objet d'une évaluation environnementale. A ce titre un dossier spécifique serait à établir par la commune. L'avis de synthèse étant élaboré pour le compte du préfet par l'autorité environnementale à savoir la DIREN Picardie. Par principe de précaution je conseille au maître d'ouvrage de débiter l'état initial de l'environnement et d'évaluer notamment les incidences du futur PLU sur le « site Natura2000 ». Cette partie sera jointe au rapport de présentation pour justifier la démarche choisie.

DEMANDEUR : **DDE 60**

DEPARTEMENT : 80 / 02 / **60**

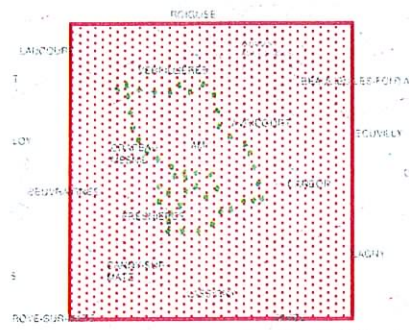
COMMUNE	ZNIEFF (voir notre site)	ZICO (voir notre site)	Réserves Naturelles... (voir notre site)	Passage faune (voir notre site)	NATURA 2000 (voir notre site)	remarques éventuelles (Atlas des paysages, OGS, Sites inscrits ou classes v notre site) PPRI cf www.prim.net
PLU						
Amy	Gony 103 à Akou des Zieff			Corridor écologique n° 60011 des Corridors		cf. Atlas des paysages

notre site <http://www.picardie.ecologie.gouv.fr> voir également la rubrique « cartographie dynamique »

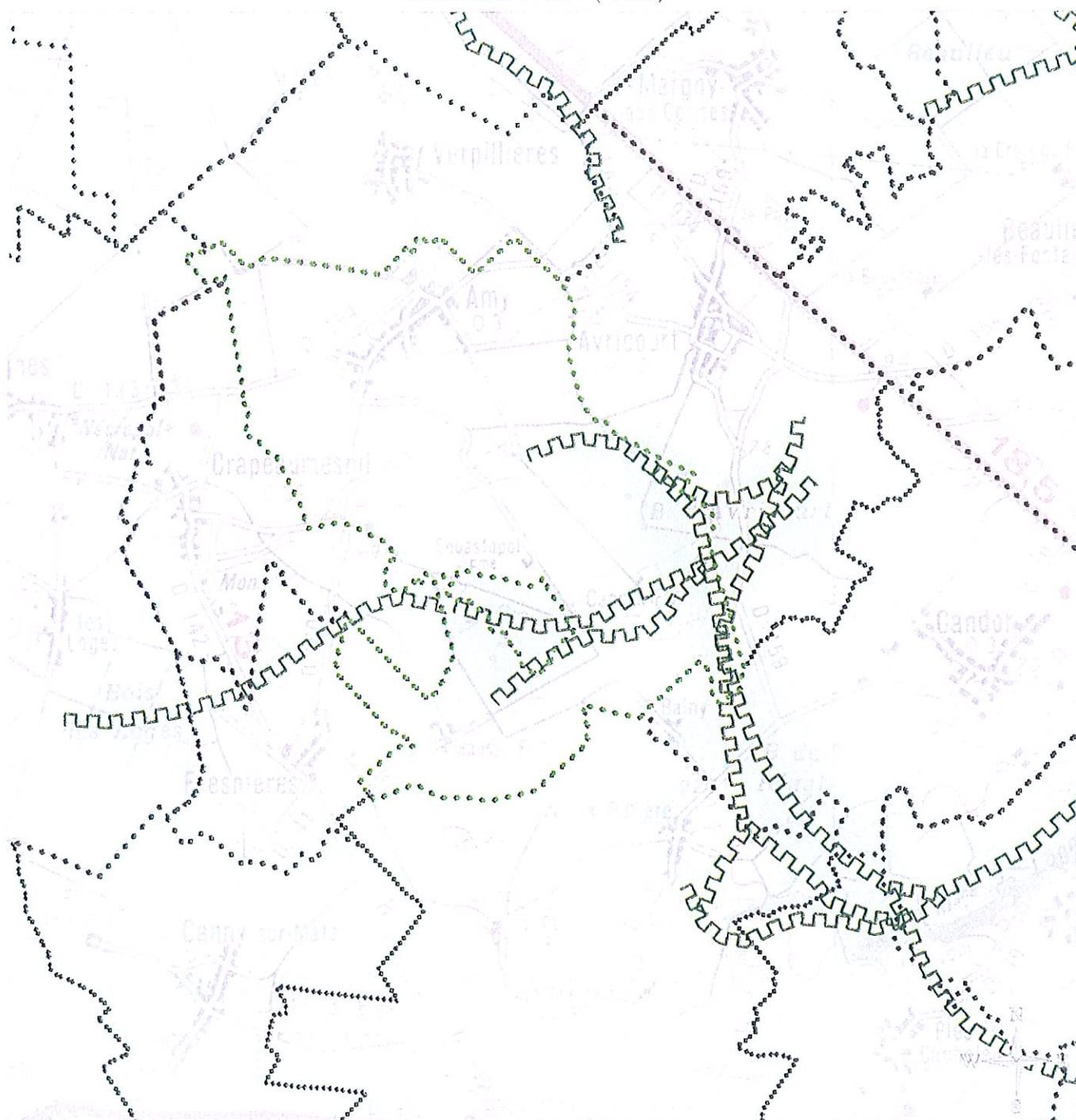


Corridors écologiques potentiels

Corridors écologiques potentiels de Picardie



Commune : AMY (H1L1)



Source : Conservatoire des Sites Naturels de Picardie
Réalisation dans le cadre du projet "réseaux de sites, réseaux d'acteurs" financé par l'Europe, l'Etat et la Région Picardie.

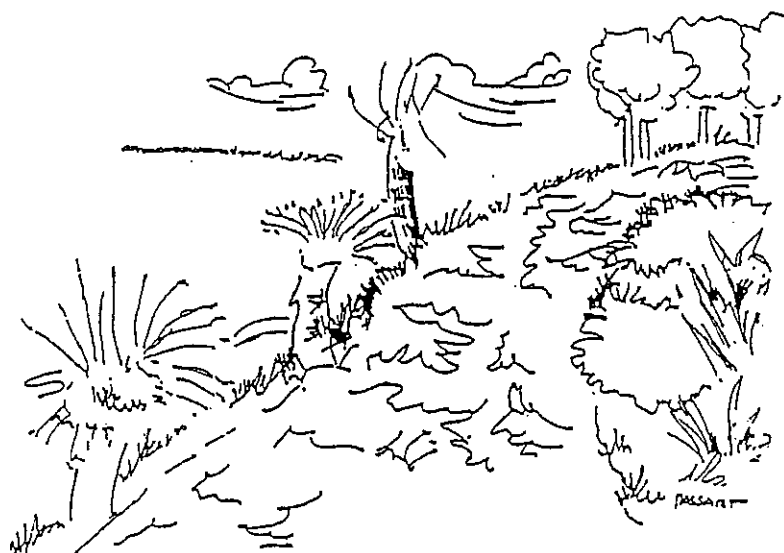
la largeur des lignes ne représente pas la largeur réelle du corridor qui peut être très variable.
Cet inventaire n'est pas exhaustif.
Echelle 1/100 000

Imprimé le 13/02/07

BDCARTO® ©IGN - PARIS - 1999
SCAN100® ©IGN - PARIS - 1999
Autorisation n°90-9068
Convention MATE/IGN 41/99
<http://www.ign.fr>

**Note sur les droits et obligations des
riverains des cours d'eau non domaniaux**

COURS D'EAU NON DOMANIAUX

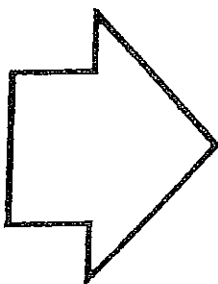


note sur les droits et obligations des riverains

REPARTITION DES COMPETENCES :

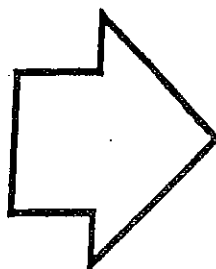
La Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt de l'Oise a compétence en matière de police des eaux sur tous les cours d'eau à l'exception des tronçons suivants :

AISNE
OISE
CANAL LATERAL à l'OISE
CANAL DU NORD

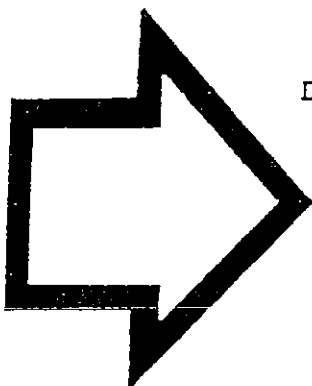


Service
de la Navigation
de la Seine

OUREQ canalisée



Ville de PARIS
Service de la Navigation



DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET

SERVICE DE L'EAU ET DE LA FORET
29, Bd Amyot d'Inville
60021 BEAUVAIS CEDEX
Tél. 44 48 31 45
Minitel 36-16 Code DDAF

DELIMITATION DES COURS D'EAU NON DOMANIAUX

La délimitation d'un cours d'eau non domanial a pour objet de fixer l'étendue de son lit.

Cette délimitation a perdu beaucoup de son importance depuis que la loi du 8 avril 1898 a attribué la propriété de ce lit aux riverains, mais elle conserve son intérêt en ce qui concerne la connaissance de l'étendue des pouvoirs de police des eaux de l'administration, qu'il s'agisse du bon écoulement des eaux, de la salubrité ou bien de curage.

L'article 643 du Code Civil prévoit la dernière limite posée au droit du propriétaire d'une source.

« Si dès la sortie du fonds où elles surgissent les eaux de source forment un cours d'eau offrant le caractère d'eaux publiques et courantes, le propriétaire ne peut les détourner de leur cours naturel au préjudice des usagers inférieurs ».

Le maître du fonds n'est plus alors titulaire que d'un droit d'usage. Sa situation est assimilée à celle d'un riverain (litige Société LAPRADE contre ville de PAU - CA PAU du 12 novembre 1956).

En définitive, il appartient au juge du fait de déterminer, en cas de contestation, s'il s'agit ou non dans tel ou tel cas d'un cours d'eau non domanial.

Une jurisprudence a été cependant établie qui permet de déterminer, dans la plupart des cas, la qualification d'un cours d'eau non domanial.

Les décisions juridictionnelles émanent aussi bien des tribunaux judiciaires en raison de leur compétence en matière de propriété, que des juridictions administratives pour le contrôle de l'étendue du pouvoir de police des eaux.

Les conditions auxquelles doivent satisfaire les cours d'eau non domaniaux sont les suivantes :

- Le cours d'eau ne doit pas être domanial
- Le lit doit être permanent (il peut être naturel ou artificiel)
- Le cours d'eau doit être alimenté par des eaux de source Le cours d'eau commence alors à la sortie du fonds d'émergence (situation reconnue par la doctrine et la jurisprudence).
L'alimentation seulement par des eaux pluviales ou des eaux d'assainissement des agglomérations est un critère défavorable à la qualification du cours d'eau (Cour d'Appel de Paris - 4 août 1905).
« Le ruisseau qui ne reçoit que les eaux de pluie et l'effluent de la station d'épuration communale et n'est alimenté par aucune source ne constitue pas un cours d'eau non navigable, ni flottable » (C.E du 19 novembre 1975, commune de RAMONVILLE SAINTE AGNES).
- Le débit doit être suffisant.
« L'eau qui provient d'infiltrations et de petites sources qui créent un ruisseau dont le débit ne donne qu'un simple filet d'eau qui ne peut être utilisé pour l'irrigation qu'après avoir été retenu par des barrages, ne jaillit pas avec une force suffisante pour que le caractère d'eaux publiques et courantes lui soit conféré ».
- Le débit doit être permanent (l'intermittence n'est admise que dans le cas des torrents).

CAS PARTICULIERS

Les lacs et étangs :

Lorsqu'ils sont traversés par une eau courante, ils constituent un épanouissement du cours d'eau et sont soumis en principe à la condition juridique de celui-ci (arrêt du Conseil d'Etat du 7 août 1900 Dame de Lorgénil).

Toutefois, si cette eau courante ne représente qu'une très faible partie de l'alimentation du lac ou de l'étang, ceux-ci n'acquièrent pas le caractère d'eaux courantes (CA LYON 12 juillet 1912).

Les canaux ou fossés :

La condition pour qu'ils constituent des cours d'eau non domaniaux ou présentent le caractère de ceux-ci, est qu'ils soient affectés à l'écoulement d'eaux publiques et courantes provenant de sources (on dit parfois affectés à l'écoulement normal).

DROITS ET OBLIGATIONS DES RIVERAINS

La loi du 8 avril 1898 a attribué la propriété du lit aux propriétaires riverains ; aussi, en vertu de l'article 552 du Code Civil, d'après lequel la propriété du sol emporte celle du dessous et du dessus, le riverain a le droit d'extraire des matériaux du lit et de profiter d'autres productions du sol : herbes aquatiques, etc.

En revanche, les eaux demeurent « choses communes ».

Tout le monde s'accorde pour reconnaître qu'il s'agit d'une propriété d'un type spécial sui generis ; propriété cependant pleine et entière dont le titulaire est notamment soumis à l'impôt foncier.

En cas de pluralité de riverains, l'article 98 du Code Rural précise « Si les eaux rives appartiennent à des propriétaires différents, chacun d'eux à la propriété de la moitié du lit suivant une ligne que l'on suppose tracée au milieu du cours d'eau sauf prescription contraire ».

Droit de clore et droit de circulation des bateaux

Un arrêté du 26 février 1934 de la Cour de Paris a reconnu le pouvoir du riverain de s'opposer à la circulation des bateaux de plaisance en se référant au droit de se clore de l'article 647 du Code Civil. Ce pouvoir de s'opposer à la circulation des bateaux n'était accordé que sous réserve de ne rien faire qui puisse modifier le régime des eaux et sous réserve de respecter le droit des tiers d'user de la voie d'eau pour la desserte de leurs fonds.

En outre, l'article 25 de la loi de 1964 autorise le Préfet à interdire sur les cours d'eau non domaniaux, la navigation des embarcations à moteur.

Droit d'extraction

L'article 98 du Code Rural attribue à chaque riverain « le droit de prendre dans la partie du lit qui lui appartient tous les produits naturels et d'en extraire de la vase, du sable et des pierres, à condition de ne pas modifier le régime des eaux ».

Cette faculté lui est donnée sans qu'il ait besoin de solliciter une autorisation administrative. Cette faculté lui donne le droit à indemnité s'il est troublé dans l'exercice normal de ces prérogatives (arrêté du Conseil d'Etat du 9 octobre 1970. S.I de protection des communes de MODANE et LES FOURNEAUX contre les crues de l'Arc).

Droit d'irrigation

Le riverain peut utiliser l'eau pour son usage personnel, domestique et même agricole (article 644 du Code Civil). Le riverain peut ainsi porter l'eau sur la parcelle cadastrale riveraine, mais aussi sur celles qui lui sont contiguës, y compris celles acquises par adjonction (Cour de Cassation du 24 janvier 1865). Sous réserve de respecter le débit réservé.

Droit de pêche

Le riverain possède le droit de pêche. Il a la faculté de céder son droit. La jurisprudence déjà ancienne n'a pas varié. Ceci résulte d'une tradition de l'ancien régime confirmée par un arrêté du Parlement de Paris du 12 juillet 1787. Le droit de pêche était la compensation de l'obligation légale du curage du cours d'eau.

OBLIGATIONS DES RIVERAINS

Alors que les droits des riverains résultent de l'application des dispositions du Code Civil et notamment de la reconnaissance du droit de propriété, les obligations sont définies dans des règlements et notamment des dispositions de l'arrêté préfectoral du 31 août 1906 portant règlement sur la police des cours d'eau non navigables, ni flottables du Département de l'Oise.

Ces obligations concernent :

↳ Le recépage des arbres

Les riverains sont tenus de recéper et d'enlever tous les arbres, buissons et souches qui forment saillie, tant sur le fond des cours d'eau que sur les berges et toutes les branches qui, baignant dans les eaux, nuiraient à leur libre écoulement.

↳ Les produits de curages

Les riverains sont assujettis à recevoir sur leurs terrains, les matières provenant des curages faits au droit de leurs propriétés et à enlever les dépôts qui pourraient nuire à l'écoulement des eaux.

↳ Le passage sur les propriétés voisines

Les riverains sont tenus de livrer passage sur leurs terrains, depuis le lever jusqu'au coucher du soleil, aux fonctionnaires et agents dans l'exercice de leurs fonctions, ainsi qu'aux entrepreneurs et ouvriers chargés du curage.

Ces personnes ne pourront, toutefois, user du passage sur les terrains clos, qu'après avoir préalablement prévenu les riverains.

En cas de refus, elles requerront l'assistance du maire de la commune.

Elles seront d'ailleurs responsables de tous les dommages et délits commis par elles et par leurs ouvriers.

Le droit de passage devra s'exercer, autant que possible, en suivant la rive des cours d'eau.

↳ Le caractère distinctif des travaux subordonnés à une autorisation préalable

Aucun travail, quel qu'il soit, permanent ou temporaire, susceptible d'avoir une influence sur le régime ou l'écoulement des eaux d'un cours d'eau ne peut être entrepris avant d'avoir été autorisé par l'Administration.

↳ Les travaux dans le lit des cours d'eau

Dans le lit d'un cours d'eau, aucun ouvrage permanent ou temporaire, aucun travail quel qu'il soit, ne pourra être exécuté ou modifié sans l'autorisation du Préfet.

↳ L'extraction de matériaux dans le lit par les riverains

Le droit du riverain de prendre dans la partie du lit qui lui appartient tous les produits naturels et d'en extraire de la vase, du sable et des pierres, ne pourra être exercé que dans les conditions générales qui auront été fixées par le Préfet.

↳ Les ouvrages au-dessus des cours d'eau ou les joignant

Quiconque veut établir un ouvrage au-dessus d'un cours d'eau ou le joignant doit soumettre au Préfet les dispositions qu'il se propose d'adopter.

Dans un délai de deux mois, le Préfet doit faire connaître au pétitionnaire si l'ouvrage projeté intéresse ou non le régime ou l'écoulement des eaux.

Dans le cas de l'affirmative, l'ouvrage ne pourra être exécuté que dans les conditions fixées par le Préfet.

Dans le cas de la négative ou si, dans un délai de deux mois, il n'a pas reçu de réponse, le pétitionnaire pourra exécuter l'ouvrage sans autre formalité.

↳ Les prises d'eau et déversements d'eau

Toute prise d'eau, quel qu'en soit le mode, tout déversement susceptible de modifier d'une manière appréciable le débit d'un cours d'eau ne peut être effectué, soit directement, soit indirectement, à titre permanent ou temporaire, qu'après avoir été autorisé par l'Administration.

↳ Les déversements interdits

Il est interdit de jeter ou laisser écouler, soit directement, soit indirectement, dans le lit des cours d'eau, des matières, des résidus, des liquides :

- S'ils sont susceptibles d'occasionner des envasements ou de gêner l'écoulement des eaux
- S'ils sont infects, nuisibles ou susceptibles de compromettre la salubrité publique
- S'ils sont susceptibles par leur température ou leur nature de rendre les eaux impropres à l'alimentation des hommes et des animaux, à leur emploi aux usages domestiques, à leur utilisation pour l'agriculture ou l'industrie, ou à la conservation du poisson.

A ces obligations des riverains, s'ajoutent les obligations propres aux usiniers.

↳ Obligations des usiniers relatives à l'écoulement des eaux

Les déversoirs et vannes de décharge seront toujours entretenus libres et il est expressément défendu d'y placer aucune hausse.

Les usiniers et usagers de barrages seront responsables de la surélévation des eaux tant que les vannes de décharge ne sont pas levées à toute hauteur.

Les usiniers et usagers de barrages ne devront faire aucune lâchure susceptible de causer des inondations et seront tenus d'assurer l'entretien constant de leurs ouvrages, sujets à réglementation, de façon à prévenir tout accident.

A défaut de titre réglementaire qui fixe la hauteur légale de la retenue, les eaux ne devront pas dépasser le dessus du déversoir ou de la vanne de décharge la moins élevée, s'il n'existe pas de déversoir.

Les usiniers et usagers des barrages non réglementés seront responsables de la surélévation des eaux, soit qu'elle résulte du défaut de manœuvre des vannes de décharge en temps utile, soit qu'elle provienne de la trop grande hauteur du déversoir ou de l'insuffisance des ouvrages de décharge.

↳ Obligations des usiniers pendant les opérations de curage

Les usiniers et usagers des barrages devront tenir leurs vannes ouvertes, tant pour l'exécution que pour la réception des travaux de curage, pendant les jours et heures qui seront fixés par les arrêtés préfectoraux.

↳ La transmission des eaux

Les usiniers et usagers des prises d'eau devront assurer la transmission des eaux de manière à ne jamais compromettre ni la salubrité publique, ni l'alimentation des hommes et des animaux, ni la satisfaction des besoins domestiques.

Les usiniers et usagers des prises d'eau ne devront, en aucun cas, nuire à l'utilisation générale des eaux en apportant sur une grande longueur, au régime des cours d'eau, des modifications susceptibles d'empêcher l'exercice des droits de toutes natures sur les eaux, notamment des droits à l'arrosage.

A ces obligations provenant de l'arrêté préfectoral du 31 août 1906, il convient d'ajouter celles relevant :

- Des règlements d'eau propres à chaque usine,
- Des dispositions du Recueil des Usages Locaux tant qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions des règlements d'eau établis antérieurement à ces usages locaux,

- Lorsqu'il existe des règlements spéciaux, comme à QUINCAMPOIX et SAINT VALERY, ou des syndicats intercommunaux, les usagers sont tenus de respecter les règles particulières concernant le curage et l'entretien des berges,
- Autrement pour les cours d'eau non navigables, l'entretien des berges et le curage incombe à chaque riverain pour la longueur des rives possédées et à la demi-largeur des cours d'eau,
- Toutefois, les propriétaires d'usine doivent faire le curage des cours d'eau, à 400 mètres en amont et 200 mètres en aval de leurs établissements.

Il convient, ici, de rappeler quelques obligations particulières relevant de la limitation du droit de propriété.

↳ Bornage

Ainsi, l'action en bornage reconnue à tout propriétaire par l'article 646 du Code Civil est refusée au riverain d'un cours d'eau.

↳ Abandon du lit

L'article 100 du Code Rural prévoit la possibilité pour la rivière d'abandonner naturellement son lit, auquel cas, les anciens riverains ont un an pour commencer les travaux nécessaires au rétablissement du lit antérieur, sinon ils perdent la qualité de riverains.

↳ Limitation de l'usage de l'eau

Le riverain peut se servir de l'eau pour son usage personnel mais sans nuire aux riverains inférieurs, usagers du même cours d'eau.

Principes et objectifs de l'Etat en matière de sécurité routière

LES MIROIRS

Le miroir peut être utilisé sous réserve que les conditions suivantes soient remplies :

- * mise en place d'un régime de priorité avec obligation d'arrêt « stop » sur la branche du carrefour où les conditions de visibilité ont entraîné l'utilité du miroir
- * distance entre la ligne d'arrêt et le miroir inférieure à 15 m
- * trafic essentiellement local sur la route où est implanté le « stop » précité
- * limitation de vitesse sur la route prioritaire inférieure ou égale à 50 km/h
- * implantation à plus de 2,3 m.

Les miroirs doivent être inclus sur un fond :

- * carré s'il s'agit d'un miroir rond (le côté du carré a une longueur égale à une fois et demie le diamètre du miroir)
- * rectangulaire ou carré s'il s'agit d'un miroir rectangulaire ou carré (les côtés du fond ont une longueur égale à une fois et demie celle du miroir)

Le fond ainsi doit être rayé noir et blanc, chaque raie mesurant 5cm de largeur. Il ne faut pas utiliser de miroir plan.

CRITERES DE QUALITE DE LA SIGNALISATION

La signalisation doit être :

- **visible** :
- **lisible** : on doit réduire et simplifier les indications au maximum et, le cas échéant, répartir les signaux sur plusieurs supports échelonnés
- **uniforme** : l'uniformité implique l'interdiction d'utiliser , sur toutes les voiries, des signaux non réglementaires (tous les signaux routiers doivent être conformes à la réglementation en date du 1^{er} juin 2001).
- **homogène** : l'homogénéité exige que, dans des conditions identiques, l'usager rencontre des signaux de même valeur et de même portée , implantés suivant les mêmes règles.
- **simple** : la simplicité s'obtient en évitant une surabondance de signaux qui fatigue l'attention de l'usager, lequel tend alors à négliger les indications données ou même ne peut les lire , les comprendre ou les enregistrer.
- **continue** : (ne s'applique qu'à la signalisation de direction) : la continuité des directions signalées, assurée sur les routes importantes par la coordination effectuée à l'échelon de l' Administration Centrale , doit être recherchée sur toutes les autres routes en réalisant localement entre services les liaisons nécessaires
- **cohérente** avec l'usage , avec les règles de circulation * cf ci dessous
- **concentrée** : lorsqu'il est indispensable que plusieurs signaux soient vus en même temps, on doit les implanter de façon que l'usager puisse les apercevoir d'un seul coup d'œil, de jour comme de nuit

* il doit y avoir aussi cohérence entre la géométrie de la route et la signalisation , entre la signalisation et l'environnement de la route ou de la rue, entre les signalisations verticales entre elles, entre la signalisation horizontale et la signalisation verticale, entre les revêtements rétroréfléchissants utilisés.

LES OBSTACLES LATERAUX

D'une manière générale , dans chaque commune , il faudra veiller à apporter un soin au traitement des obstacles latéraux (au niveau national, rappelons qu'un accident mortel sur 3 se produit lors d'un choc contre obstacle) et surtout lorsque nous nous situons :

- sur une route nationale
- sur une route départementale classée à grande circulation
- dans une zone d'accumulation d'accidents
- dans une section de route en courbe
- ou quand l'obstacle est situé trop près du bord de chaussée

Ces obstacles sont susceptibles d'aggraver, en cas de heurt, les conséquences d'un accident.

Voici quelques exemples à envisager :

- * éloignement au maximum les poteaux EDF et Télécom du bord de la chaussée et dans la mesure du possible prévoir une mise sur poteaux communs des lignes,
- * chanfreinage des têtes de buse,
- * suppression et remplacement des bornes kilométriques ou GDF en matériaux durs par des bornes en plastique , des panneaux de signalisation en matériaux durs par des panneaux aux normes
- * suppression des entrepôts sauvages, du stockage provisoire des arbres sur l'accotement
- * traitement des ponceaux soit en mettant en place un dispositif de retenue, soit en supprimant le ponceau et en implantant éventuellement un garde corps

LES LIMITES D'AGGLOMERATION

L'article 1 du Code de la Route donne comme définition de l'**agglomération**, l'espace sur lequel sont groupés des immeubles bâtis rapprochés, et dont l'entrée et la sortie sont signalées par des panneaux placés à cet effet le long de la route qui la traverse ou qui la borde .L'espace bâti est caractérisé par :

1. un espacement entre bâtiments de moins de 50 m
2. des bâtiments proches de la route
3. une longueur d'au moins 400 m
4. une fréquence significative d'accès riverains

Les limites d'agglomération ont des effets :

- * au titre du code de la route
- * au titre de l'occupation du domaine public
- * au titre de l'urbanisme
- * au titre de la publicité
- * au titre de la police

Les panneaux sont obligatoirement de type EB10 et EB20 (les seuls réglementaires), posés à moins de 100 mètres du bâti et sur l'accotement droit (sur les routes importantes ou en cas de mauvaise visibilité, un doublement est possible sur la gauche de la chaussée). Sur les routes départementales , la cartouche à fond jaune (type E43) devra être mise au dessus du panneau. Aucune inscription autre que le nom de l'agglomération ne doit être portée sur ces panneaux et aucun panneau, autre éventuellement des AB6 ou AB7, ne doit être placé sur le même support.

Il est inutile de positionner à l'entrée d'agglomération un panneau de limitation de vitesse à 50 km/h car c'est le régime général de la limitation de vitesse en agglomération.

Dès lors qu'à l'une des entrées d'agglomération, une prescription a été mise en place , elle doit être reprise à chaque entrée d'agglomération

PLAN LOCAL D'URBANISME

Principes et objectifs de l'Etat en matière de sécurité routière

L'Etat reste garant de la sécurité et de la circulation sur l'ensemble du réseau circulé. A ce titre, il doit s'assurer lors de l'élaboration du Plan local d'urbanisme que les mesures décidées respectent les principes de base susceptibles de favoriser un haut niveau de sécurité routière, c'est-à-dire :

- la prise en compte des usagers vulnérables
- l'affectation des voies avec le souci d'un rééquilibrage des usages entre circulation et vie locale pour les voies traversant l'agglomération
- la vérification de la cohérence entre l'affectation des voies existantes ou projetées et leurs caractéristiques pour que les usagers adaptent leur comportement

Les ouvrages de référence produits par les services techniques de l'Etat sont :

- sécurité des routes et des rues
- ville plus sûre, quartiers sans accidents
- modération de la vitesse en agglomération
- zone 30
- section 70 en agglomération
- recommandations pour les aménagements cyclables
- guide des carrefours urbains
- aménagements des carrefours interurbains

Le comité interministériel de la sécurité routière a indiqué fin 1998 l'objectif de diminuer par 2 en 5 ans le nombre de tués sur les routes. A cette fin, il a rappelé l'importance de certaines orientations :

- la modération de la vitesse en agglomération
- la promotion des déplacements à bicyclettes
- un contrôle de sécurité sur les projets routiers

Données communales :

Une analyse du fonctionnement urbain devra être faite au préalable ; elle portera sur :

- l'analyse des accidents des 5 dernières années (ci-joint répertoire des accidents sur cette commune ainsi que les circonstances de ceux-ci)
- la circulation
- les projets (d'aménagement urbain et de voirie)
- les points singuliers (sorties d'écoles)

A noter que les accidents recensés sont uniquement les accidents corporels de la circulation car ce sont les seuls qui sont relevés sur place par les forces de l'ordre et qui donnent lieu à procès verbal. Les accidents matériels sont recensés par les assurances des propriétaires des véhicules et ne donnent pas lieu à un recensement. Les accidents corporels de la circulation sont liés à l'importance du trafic (il faut toujours comparer les quantités d'accidents survenus au regard de l'importance de la circulation).

La gravité des blessures est codifiée de la façon suivante :

- BL ou blessé léger
- BG ou blessé grave (la victime a passé au moins les 6 jours suivant l'accident à l'hôpital)
- T ou tué (la victime est décédée dans les 6 jours qui suivent l'accident)

Objectifs du PLU en sécurité routière

La mise en œuvre d'une politique d'aménagement intégrant la sécurité routière nécessite d'établir à partir des données communales des objectifs qui déclineront :

- **la prise en compte des conclusions de l'approche accidents**

si les accidents sont localisés et présentent une configuration particulière, le PLU en tiendra compte et proposera dans la mesure du possible des mesures concrètes afin d'éviter le renouvellement d'accidents similaires

- **la prise en compte des usagers vulnérables**

dans le cadre du PLU, la commune aura une réflexion à mener permettant de :

1-rendre sûrs les déplacements actuels et à venir pour :

*les piétons et les deux roues, en particulier les cheminements des jeunes vers les équipements qui leur sont destinés : écoles

* les cheminements des parcs de stationnement vers les équipements publics ou privés

2-favoriser les déplacements de ce type

3-développer le réseau de cheminement pour ces usagers et éventuellement en affecter une partie exclusivement à leur usage

Le PLU devra intégrer les conclusions de cette réflexion dans toutes les composantes du dossier et en particulier les réservations d'emprises.

- **l'affectation des voies**

il ne s'agit pas là de concevoir un plan de modération de la vitesse mais d'en jeter les bases, à savoir :

* analyser le réseau viaire existant et à venir pour en proposer une affectation à terme

* analyser les limites légales de l'agglomération (panneau d'entrée et de sortie) par rapport aux limites (actuelles et futures) perceptibles par les usagers en transit (présence de bâti, de trottoirs)

* analyser les éventuels écarts au regard du présent et de leur devenir pour décider de l'affectation des voies

Les opérations à venir devront contribuer à la construction d'une image cohérente pour les usagers de la route : on établira des règles sur le recul, la position du bâti et éventuellement sur le gabarit. Tout usager en transit doit pouvoir identifier facilement le type de voie où il évolue (une certaine typologie des aménagements sera recherchée) avec les éléments de fonctionnement inhérents au statut des voies.

- **le gabarit à préserver**

la sauvegarde des itinéraires de transports exceptionnels est une nécessité économique pour de nombreuses industries ainsi que pour la circulation ou le transport de véhicules spéciaux (travaux publics, grues, engins agricoles). Il conviendra donc de maintenir au mieux toutes les possibilités routières existantes. Chaque gestionnaire du réseau devra réagir en conséquence à tous projets d'aménagement touchant au gabarit et aux obstacles, aux rayons des carrefours giratoires, aux poids et à la répartition des charges.

- **Le traitement des accès**

Il s'agit là d'analyser les modalités de desserte des propriétés riveraines

Pour les routes nationales ou les routes départementales classées à grande circulation, on appliquera le principe suivant : tout automobiliste qui sort d'un accès doit disposer du temps nécessaire pour s'informer de la présence d'un autre usager, décider de sa manœuvre, démarrer et réaliser son insertion sur la route avant qu'un véhicule initialement masqué ne survienne. Ce temps est estimé à 8 secondes et ne doit dans tous les cas jamais être inférieur à 6 secondes qui est le minimum impératif.

On veillera à éviter le développement linéaire de l'agglomération le long des routes principales.

Hors agglomération, on n'admettra pas la création d'accès nouveaux en dehors des aménagements d'ensemble faisant l'objet d'équipements adaptés organisant le raccordement des voiries secondaires au réseau des routes principales dans de bonnes conditions de sécurité.

Pour les routes secondaires (les autres routes et les voies communales), on essayera de respecter le principe énoncé ci-dessus.

Les connaissances acquises

Même s'il n'y a pas encore beaucoup de connaissances explicites sur les caractéristiques des rues qui engendrent des conduites à risque, les éléments suivants semblent y contribuer à savoir ;











- la présence de constructions tournant le dos à la route, l'absence de constructions visibles (cachées derrière des haies vives) qui n'engendrent pas la perception d'un milieu urbain
- l'absence d'événements marquant l'entrée de l'agglomération
- les largeurs de rues qui donnent une impression d'aisance
- les alignements droits qui permettent au regard du conducteur de se porter au loin

La prise en considération de ces connaissances devrait permettre d'éviter :

- des extensions d'habitations reliées à l'agglomération seulement par la route
- l'élargissement des emprises (recul des habitations) qui élargissent le champ visuel
- les aménagements non cohérents avec le type de la voie concernée
- les alignements droits trop longs (afin d'éviter une augmentation de la vitesse)

De même, les emplacements réservés pour les équipements devront être choisis avec soin : prise en compte les déplacements engendrés pour créer des liaisons sûres.

Les permis éoliens dans la somme

Légende	
	ZDE : secteurs approuvés
	ZDE : secteurs à l'étude
	ZDE : secteurs refusés
	Projet éolien abandonné
	Eoliennes en fonctionnement
	Eoliennes en construction
	PC éolien accordé
	PC éolien refusé
	PC éolien en instruction
	Communes
Thèmes	
Recherche	
Préférences	



Informations :

Conception : DDTM 80

Date de validité : 03/03/2010 16:50

© IGN - DDE de la Somme



DIRECTION GÉNÉRALE
DES SERVICES DU DÉPARTEMENT
DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT
DES TERRITOIRES

Bureau de l'aménagement
et de l'urbanisme
Tél : 03.44.06.65.22
Fax : 03.44.06.60.02

Le Président du conseil général

à

Monsieur le Directeur départemental
de l'équipement

Beauvais, le 10 JUIL 2008

Objet : Collecte des informations nécessaires à l'élaboration du plan local d'urbanisme
Commune d' AMY

Suite à votre demande en date du 21 mai 2008 concernant la collecte des informations nécessaires à l'élaboration du plan local d'urbanisme de la commune d'AMY, prescrit par délibération du 10 avril 2008, j'ai l'honneur de vous adresser les informations suivantes :

- ✓ Les routes départementales n° 154 et 160 traversent la commune. Elles sont classées en 4^{ème} catégorie. Les comptages de trafic, effectués respectivement en 1999 et 2000, relèvent une moyenne journalière de 301 véhicules dont 3 % de poids lourds (RD 160) et 321 véhicules dont 4 % de poids lourds (RD 154) ;
- ✓ Compte tenu de l'existence des plans d'alignement toujours en vigueur sur la RD 154 et 160, approuvés le 19 novembre 1927, il conviendra d'assurer leur maintien dans le cadre du PLU.
- ✓ Le circuit équestre « Circuit du Noyonnais » est inscrit au Plan départemental de tourisme équestre qui a été approuvé par le conseil général le 8 novembre 1991 et rendu exécutoire le 12 novembre 1991.

Je vous prie de trouver, ci-joint, le plan correspondant.

Par ailleurs, je ne manquerai pas, en cours d'élaboration de ce document d'urbanisme, de vous faire parvenir tous les éléments nouveaux relevant de la compétence du département.

Pour le Président du conseil général,
et par délégation,
le Directeur du développement
des territoires,

Charles ASSOULINE

Esquiste:
Circuit du Négonaus

